

Pour défendre nos conditions d'études et de travail, Battons nous pour un droit à l'avenir !

Lors de sa visite au centre hospitalier de Dunkerque le 22 mai dernier, Nicolas Sarkozy a commencé à dévoiler ses projets pour « sortir l'hôpital de la crise ». Il propose au personnel hospitalier de « travailler plus pour gagner plus », en faisant des heures supplémentaires, ce qui ressemble à une très mauvaise plaisanterie. Faute d'effectifs suffisants, le personnel hospitalier est déjà contraint de faire des heures supplémentaires non voulues afin de maintenir la continuité des soins aux malades. 70% des établissements sont déjà en situation de déficit chronique : ils ne peuvent donc pas payer d'heures supplémentaires, à moins de réduire encore plus les effectifs ou de licencier ! L'autre recette imparable du président pour « sauver » l'hôpital consiste à limiter ses missions. Pas question d'accueillir « l'extrême vieillesse » ou « l'extrême dépendance » ni de laisser « les urgences ouvertes à tout le monde, y compris pour la commodité ». C'est ce qui s'appelle défendre le service public...

Autre projet annoncé de longue date, la franchise de soins devrait être votée à l'automne, dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale 2008. De quoi s'agit-il ? La franchise est une somme forfaitaire, acquittée par le malade avant tout remboursement de soins, par la sécurité sociale ou par sa mutuelle. Chaque année, il faudra commencer par payer la franchise avant de prétendre au remboursement de la mutuelle complémentaire. Après avoir annoncé une somme aux alentours de 100 euros, Sarkozy a réduit ce chiffre, durant la campagne, entre 5 et 10 euros. Mais il a par ailleurs annoncé que la somme serait modulable, compte tenu des comptes de la sécu. Ce projet de loi est socialement scandaleux, car il approfondira les inégalités entre ceux pour qui dépenser quelques dizaines d'euros ne compte pas, et ceux pour qui la franchise constitue un barrage les amenant à renoncer aux soins ou à les retarder.

Pompier pyromane

Les projets de Sarkozy et son gouvernement s'inscrivent dans la suite du dernier quinquennat, qui a connu la contre-réforme Douste-Blazy en 2004. Rappelons, pour mémoire, ce qu'elle a mis en place : une franchise de 1 euro sur tout acte médical, la franchise de 18 euros sur les actes hospitaliers coûteux, l'augmentation du forfait hospitalier – aujourd'hui 18 euros par jour – et pour finir le déremboursement de très nombreux médicaments. Mais une nouvelle étape s'ouvre aujourd'hui. L'objectif est de transférer l'intégralité des soins courants (le « petit risque ») de santé sur les assurances complémentaires et les particuliers. L'assurance maladie se cantonnerait à la couverture du « gros risque », les soins longs et coûteux, non rentables pour le marché de l'assurance. La sécu, acquis des conquêtes ouvrières en 1945, ne deviendrait plus alors qu'une assurance particulière dans un monde concurrentiel.

Face à ces attaques à venir, il est urgent de préparer dès maintenant une mobilisation d'ensemble des professions médicales et paramédicales, qui seule permettra d'assurer un système de santé de qualité et pour tous. Une campagne nationale unitaire contre la franchise de soins, menée en commun par les syndicats, les associations ainsi que l'ensemble du mouvement social et démocratique, pourrait s'appuyer sur le réseau des collectifs de défense de la Sécurité Sociale, qui s'étaient constitués en 2004. Elle pourrait déboucher sur une mobilisation à l'automne, lors du vote du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale.

Vive la mobilisation des étudiants infirmiers !

Manifestation nationale

Jeudi 14 juin

13h Montparnasse

Jeunesses Communistes Révolutionnaires
jcr@jcr-red.org • www.jcr-red.org • 01 48 70 42 30

